Jan Willem Duyvendak, Le poids du politique.
Nouveaux mouvements sociaux en France, Paris,
L'Harmattan, 1994, 329 p.

Didier Le Saout

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/337>

DOI : 10.4000/conflits.337

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 1995

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Didier Le Saout, « Jan Willem Duyvendak, Le poids du politique. Nouveaux mouvements sociaux en France, Paris, L'Harmattan, 1994, 329 p. », *Cultures & Conflits* [En ligne], 17 | printemps 1995, mis en ligne le , consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/337> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.337>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Jan Willem Duyvendak, Le poids du politique. Nouveaux mouvements sociaux en France, Paris, L'Harmattan, 1994, 329 p.

Didier Le Saout

En nous laissant espérer pouvoir dépasser bon nombre d'évidences ancrées dans notre environnement national, la lecture d'un ouvrage de Jan Willem Duyvendak, auteur néerlandais traitant des « mouvements sociaux » français peut être des plus stimulantes. De la même manière, la lecture du livre de Dominique Wisler traitant du rapport entre violence et mobilisations collectives en Suisse pourrait fournir de précieuses indications pour quiconque entreprendrait une recherche sur des mobilisations protestataires dans le monde. Mais au-delà du fait que ces auteurs partagent la même sphère d'étude à savoir les « mouvements sociaux », c'est le recours à une même problématique, la « structure des opportunités politiques », qui rapproche ses ouvrages. Dans *Le poids du politique*, Jan Willem Duyvendak part du constat selon lequel les facteurs politiques sont trop souvent négligés dans l'étude des « mouvements sociaux ». La méthode comparative utilisée cherche alors à étudier les mouvements en France, à l'aide des cas suisse, allemand et néerlandais, placés en arrière-plan. Le résultat auquel parvient l'auteur nous révèle un Etat français « fermé » dans lequel le système électoral favorise la polarisation droite-gauche, permettant ainsi une domination des partis de gauche sur les « mouvements sociaux ». L'émergence de « nouveaux mouvements sociaux » tels que le « mouvement écologiste », le « mouvement féministe », s'en trouve ainsi limitée. Ce trait fondamental s'oppose à la structuration propre à d'autres pays dans lesquels les « nouvelles politiques » bénéficieraient d'un « degré d'ouverture » plus grand. Les socio-démocrates, par exemple, se seraient « ouverts » aux « nouveaux mouvements sociaux » dès le début des années soixante-dix aux Pays-Bas, et dès le retournement d'alliance du Parti libéral (FDP) en 1982 en Allemagne. L'étude porte donc sur l'atypisme des « nouveaux mouvements sociaux » français au regard d'autres pays d'Europe de l'Ouest et sur les

raisons de leur disparition en France au cours des années quatre-vingts. Dans *Violence politique et mouvements sociaux*, Dominique Wisler érige en paradigmes qu'il oppose, deux conceptions qu'il attribue d'une part à Robert Michels et Max Weber et d'autre part à Sydney Tarrow et Donatella della Porta. Le « modèle Michels-Weber », que l'on pourrait caractériser comme étant de type bureaucratique, prétend que le radicalisme de la jeunesse des « mouvements sociaux » conduit à l'institutionnalisation progressive de leurs élites qui refusent de remettre en question le statut qu'elles ont acquis. Le « modèle della Porta-Tarrow » explique quant à lui le développement de la violence par les stratégies que développent les acteurs. Pour Sydney Tarrow qui a étudié les mobilisations protestataires en Italie après 1968 et pour Donatella della Porta qui a étudié le terrorisme, la radicalisation italienne est conçue principalement comme le produit de la compétition entre groupes d'extrême gauche dans la période de déclin des mobilisations de 1968. Par ailleurs, les recherches de Donatella della Porta revêtiront sur le plan méthodologique, une fonction de référence internationale sur laquelle l'analyse comparée de Dominique Wisler pourra s'organiser. Mais plus fondamentalement, les sources secondaires constituées des études de Marco Guigni permettront à l'auteur d'identifier le niveau de violence de chacun des « mouvements » en Suisse. Les sources primaires qu'il a collectées auprès des services de la Police fédérale, lui serviront alors à compléter ces données. Mais si l'ouvrage de Dominique Wisler révèle un moindre recours à des méthodes violentes durant et après le « cycle de 1980 » en Suisse comparé à l'Italie et l'Allemagne au regard du « cycle de 1968 », il ne faut pas perdre de vue l'objet central de l'ouvrage, à savoir l'examen du cas helvétique comme permettant d'expliquer le niveau relativement modéré du radicalisme suisse. L'auteur parle à cet effet de « caractéristique structurelle du radicalisme national ». Il se propose pour cela de prendre en considération l'action des groupes qui font usage de la violence au regard du contexte général de mobilisation. Le « radicalisme » dénote alors la proportion de violence dans le volume global des actions de protestation. La relation dans le temps entre d'une part des mobilisations massives et les démobilisations qui s'en suivent et d'autre part l'émergence du « radicalisme » représente un point des plus sensibles dans l'argumentation de l'auteur. L'ampleur des mobilisations identifiées comme le « cycle » des années quatre-vingts, nourrit une « sorte de masse critique » à la violence. L'auteur distingue alors au sein des « mouvements », les « mouvements instrumentaux » qui calculent en terme de succès politique, et leurs contraires, les « mouvements expressifs ». Au sein de chaque mouvement il se propose ensuite de repérer deux ailes, les « modérés » et les « radicaux ». Le développement de la violence s'explique par l'épuisement de mobilisations collectives importantes (le « cycle ») d'une part, et par l'identité spécifique de certains « mouvements radicaux » et le contexte d'interaction répressif, d'autre part. Alors que les modérés se démobilisent, les radicaux investissent le vide ainsi laissé. La notion de « structure d'opportunité politique » (ou encore le « POS », abréviation de Political Opportunity Structure) s'avère alors centrale dans ces deux études. Pour Jan Willem Duyvendak, cette même problématique contribue à nous montrer que la « structure des opportunités politiques » française explique le faible développement des « nouveaux mouvements sociaux », tandis que Dominique Wisler nous explique que les raisons pour lesquelles la violence n'a pu se développer que de façon limitée en Suisse, tiennent à l'ouverture des conditions d'accès pour les « mouvements sociaux » aux modes de décisions politiques. Si ce concept de « structure d'opportunité politique » a déjà été développé entre autres par Peter Eisinger, Sydney

Tarrow, Herbert Kitschelt, Hanspeter Kriesi, ce sont plus précisément les travaux de ce dernier politiste suisse avec lequel nos deux auteurs ont par ailleurs eu l'occasion de travailler, qui organise leur réflexion. De son côté, Jan Willem Duyvendak définit cette notion comme devant « se confiner aux aspects du système politique qui déterminent l'évolution des mouvements, indépendamment du but poursuivi par les acteurs concernés » (p.88). Il reprend ainsi la distinction opérée par Hanspeter Kriesi entre trois aspects d'un système politique, à savoir sa structure institutionnelle, ses stratégies dominantes face à ses « challengers » et la configuration de pouvoir. Il s'agit d'identifier l'impact que peuvent avoir les aspects formels - structurels - et informels - culturels - sur les caractéristiques de la mobilisation des « nouveaux mouvements sociaux ». L'accès formel dépend selon Jan Willem Duyvendak, du degré de centralisation territoriale de l'Etat, du degré de séparation de pouvoir entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire, de la cohésion de l'administration publique, du degré d'institutionnalisation des procédures démocratiques directes. Cela permet à l'auteur de distinguer des États qui sont « fermés » aux « mouvements sociaux » et des États « ouverts » à ces mêmes « mouvements ». La France correspond au type d'Etat « fermé » alors que la Suisse par exemple correspond à celui d'Etat « ouvert ». Adoptant de son côté la même classification, Dominique Wisler considère l'Etat helvétique comme étant « faible ». La large « ouverture » des institutions politiques suisses explique alors la modération des « mouvements ». La démocratie directe ou encore le fédéralisme en tant que variables formelles, et la tradition de compromis en tant que variable informelle offrent des points d'accès aux « mouvements » qui atténuent toute velléité de radicalisation. Si cette nature « ouverte » permettant l'intégration des « mouvements sociaux » limite considérablement le recours à des méthodes violentes, l'auteur entend donc expliquer pourquoi la violence se développe dans des proportions moins grandes. Mais l'identification d'Etats « faibles » ou « forts » ne représente qu'un premier niveau de l'explication. La question principale demeure : comment peut-on expliquer le caractère limité de l'émergence des « nouveaux mouvements sociaux » d'une part, et de « mouvements radicaux » d'autre part, tout en développant l'hypothèse générale selon laquelle la prise en compte du « contexte politique » s'avère fondamentale ? La réponse des auteurs consiste alors à faire intervenir le rôle stratégique des acteurs tout en reconnaissant aux structures politiques un rôle essentiel. Les alliances politiques entre acteurs, la défaite électorale de partis favorables aux mobilisations, sont des caractéristiques fondamentales du contexte d'interaction. Jan Willem Duyvendak nous montre qu'en France le déclin des activités des « nouveaux mouvements sociaux » n'est pas dû à la « défaite idéologique des années 1970, mais à la victoire de la gauche en 1981 » (p.189). Pour Dominique Wisler, la défaite électorale des partis favorables au « mouvement » conduit au renforcement de la fermeture des alliances politiques et contribue également à la radicalisation. Mais, si le radicalisme s'explique par la fermeture du système à certains « mouvements », il est aussi le produit de la stratégie des acteurs. Dans l'un des mouvements étudiés par Dominique Wisler, le « mouvement du Jura », la constitution d'une organisation radicale, le Front de Libération du Jura (FLJ), fait suite au rejet de propositions favorables aux buts des mobilisations par les citoyens suisses lors de référendums. La nature « faible » de l'Etat suisse est ici défavorable aux « mouvements » car les référendums organisés par les opposants aux mouvements jouent contre l'intégration des revendications protestataires. La structure identitaire des « mouvements » est alors des plus importantes dans l'argumentation de Dominique Wisler. Alors que les « modérés »

restent attachés à l'organisation des institutions qu'elles que soient les issues des scrutins, et parviennent au moins partiellement à faire aboutir leurs revendications, les ailes radicales des organisations de jeunesse anti-nucléaires et du Jura nourrissent la radicalisation. C'est parce que la tendance expressive contre-culturelle est majoritaire dans le mouvement que la radicalisation des « autonomes » se développe en 1984 et 1985. On peut alors se demander quel est l'apport de la « structure des opportunités politiques » à l'explication des mobilisations collectives. La mise en évidence dans ces études, de caractéristiques que nous qualifierons de lourdes, Dominique Wisler parlant à cet égard de « POS abstrait », nous paraît être le point le plus intéressant. Mais s'il nous faut reconnaître que l'intérêt majeur est à notre avis de pouvoir s'interroger sur la structuration d'un contexte politique et d'éviter ainsi « l'héroïsme » qui se limiterait à étudier les stratégies des acteurs protestataires, plusieurs aspects nous semblent critiquables. Notre première série de critiques s'oppose à la « personnification » qu'opèrent les tenants de la « structure des opportunités politiques » en recourant systématiquement à la notion de « mouvement sociaux » comme s'ils formaient un acteur en tant que tel. La définition des « nouveaux mouvements sociaux » de Jan Willem Duyvendak est sur ce point des plus éclairantes : « Il s'agit d'un ensemble disparate de mouvements sociaux tels que le mouvement féministe, le mouvement écologiste et le mouvement de "solidarité" dont font notamment partie les organisations antiracistes, les associations de soutien aux réfugiés politiques, etc. ». La distinction entre mouvements et nouveaux mouvements s'avérera par ailleurs des plus troublantes. Dans une note, l'auteur confesse : « La question de l'utilité d'un concept de "nouveaux" mouvements sociaux en France se pose ici. Pour des raisons de présentation, à travers cette section, on a maintenu la distinction entre "anciens" et "nouveaux" en deux entités séparées ». Nous entendons ici repousser l'idée de « mouvements-personnages » et rejoindrons sur ce plan les analyses d'Alberto Melucci qui refuse de considérer les « mouvements sociaux » comme un objet empirique. En effet, l'unité d'un mouvement, et qui plus est, d'un type de mouvement comme les « nouveaux mouvements sociaux », pose à notre avis de sérieux problèmes de définition. Quels sont les éléments constitutifs de l'unité de ces phénomènes ? Est-ce par exemple, l'idéologie, les déclarations d'appartenance des acteurs ou bien encore leurs buts qui définissent ces mouvements ? Cette question n'est jamais abordée dans ces deux études. Suivant les mêmes conceptions, ces auteurs considèrent les institutions politiques comme dotées d'une intelligence et d'une capacité de calcul, ce qui aboutit à une espèce de behaviorisme institutionnel. Dominique Wisler nous dit par exemple : « Dans le Jura, le premier round a été gagné certes par le système politique et ses institutions, mais il se profile aujourd'hui un second round... » (p.130). Dans ce type d'analyse où les institutions sont dotées d'une capacité d'action, les Etats sont « forts » ou « faibles », les configurations sont « ouvertes » ou « fermées ». Le problème méthodologique tient alors en ce qu'il est toujours possible de trouver des éléments dans chacune des catégories distinguées. Jan Willem Duyvendak pourrait par exemple démontrer que la création du ministère de l'environnement en France en 1971 contribue à l'émergence du « mouvement écologiste ». L'ouverture de l'Etat aux revendications des écologistes constituerait une variable formelle. La dénomination de « ministère d'environnement », la France étant la deuxième au monde à avoir retenu cette appellation qui deviendra hégémonique plus tard, formerait quant à elle une variable informelle. On ne sait finalement jamais si les caractérisations générales de « faible » et « fort », de « fermé » et « ouvert », découlent de la somme arithmétique des

variables de chacune des catégories et de la différence positive au profit de l'une d'elle. La définition tendrait à cet égard à être mécaniste. Notre deuxième point de critique, porte sur la difficulté qu'on les auteurs à lier l'action stratégique des « mouvements » avec la caractérisation lourde des configurations, ce qui les conduit par là-même à négliger le sens tactique des acteurs. Jan Willem Duyvendak affirme que le dirigeant socialiste Michel Rocard devenu premier ministre à la fin des années 1980, ne peut déjà plus compter sur le soutien des « nouveaux mouvements sociaux » trop affaiblis au début de cette même décennie. La personnification des « nouveaux mouvements sociaux » définis comme capables d'apporter « un » soutien, sous-estime ici les changements de positionnements des hommes politiques à ce qu'ils sentent comme l'approche du pouvoir (p.143-144). L'auteur souligne par ailleurs que le Parti socialiste est pris dans le jeu avec les communistes qui le conduit à adopter un discours ouvrier. Les « nouveaux mouvements sociaux » sont victimes de cette situation, la « nouvelle gauche » du Parti socialiste devenant leur unique allié. Cette conception du discours ou des programmes politiques qui organise ici les réflexions de l'auteur, le conduit à négliger les expériences que traversent les militants d'extrême gauche. Il semble difficile, comme le fait Jan Willem Duyvendak, d'écarter les trajectoires militantes des dirigeants et des adhérents des partis écologistes. Nous pourrions analyser, par exemple, l'arrivée de Brice Lalonde, ancien militant du Parti Socialiste Unifié (PSU), au ministère de l'environnement sous un gouvernement socialiste comme facilitée par sa détention d'un stock de connaissances écologistes et d'un capital symbolique protestataire, et par sa capacité de développer un savoir-faire dans les transactions avec les autres partis. Nous pourrions alors observer que le passé de militant d'extrême gauche lui permet de jouer bon nombre de coups. Tous ces traits questionneraient ici l'argument des auteurs selon lequel les structures politiques « modèlent » la stratégie des acteurs. Ces limites dans la prise en considération de l'activité tactique des auteurs s'observent encore lorsque Jan Willem Duyvendak reprend la thèse de la manipulation des mobilisations pacifistes par le Parti communiste français (PCF), ce qui revient à distiller un épais brouillard sur un phénomène qu'il s'est pourtant donné pour tâche d'expliquer. Rien ne nous est dit en effet sur les conditions de la « manipulation » des mobilisations pacifistes sinon qu'elles sont rendues possibles par l'affrontement interne à la gauche dans une phase de participation commune des socialistes et des communistes au gouvernement. Qui plus est, l'auteur crédite le PCF d'une réussite dans sa capacité à développer des mobilisations massives en 1983, par contraste aux mobilisations « plus discrètes les années précédentes » alors même que l'évolution constatée en France montre que les manifestations pacifistes ont été plus importantes en 1982 qu'en 1983. L'auteur reproduit ici pour le cas français l'image des mobilisations de l'automne 1983 puissantes en Allemagne et dans d'autres pays d'Europe. La structuration des alliances stratégiques des acteurs reste alors prisonnière des structures politiques caractérisées comme « ouvertes » ou « fermées ». En superposant les structures d'interaction sur les structures des institutions politiques, les auteurs conçoivent implicitement l'activité tactique des acteurs comme déterminée par les configurations politiques. Notre troisième point de critique concerne la courte « histoire naturelle » des mobilisations qu'entreprend Dominique Wisler. L'hypothèse d'un radicalisme se déroulant dans un second temps comme faisant suite à un « mouvement » plus massif revient tout d'abord à expliquer les mobilisations par la « méthode régressive ». Le risque revient ici à croire qu'en partant du résultat qu'est le développement limité du radicalisme, il est possible de remonter la chaîne des

déterminations. Cela a alors pour défaut majeur de négliger d'autres aspects, qui, pour reprendre les termes de Michel Dobry, « auront eu l'inélégance d'avoir abouti à des résultats ne coïncidant pas avec la définition du phénomène-effet ayant servi de point de départ de l'analyse » . Quand bien même Dominique Wisler, fait intervenir dans l'explication la structure identitaire des « ailes » des « mouvements », les risques de négliger des éléments qui ne rentrent pas dans l'explication déterminée sont inhérents à cette construction. Par ailleurs, la conception discutable de l'action collective présentant les « mouvements » comme des acteurs en soi permet d'établir des filiations entre ces « mouvements » qui s'avèrent des plus dommageables pour l'analyse. En effet, si l'auteur rapproche par exemple, les mobilisations qui se développent dans le Jura de l'action des « autonomes », c'est que ces deux types de mobilisation sont conçus comme des « mouvements sociaux ». La définition de ces acteurs étant déjà des plus problématiques, les relations qu'ils sont censés entretenir ne peuvent alors nous paraître que des plus incertaines. Aucune filiation entre des mobilisations s'étant développées à des moment différents ne saurait à notre avis être présentée comme évidente. La déconstruction analytique s'impose encore ici pour rompre ces abstractions.

Tout en nous efforçant de pointer les apports de la notion « d'opportunité des structures politiques » à l'étude des mobilisations protestataires, nous avons donc souligné les limites voire les risques que ces hypothèses peuvent faire peser sur le travail d'explication. Nous considérons l'intention de fonder une explication des mobilisations collectives à partir de l'identification de la structuration politique et des stratégies des acteurs comme des plus intéressantes. Mais si l'on doit réfuter, comme on le pense, la personnification des mouvements, la distinction de « l'ouverture » et la « fermeture » de configurations politiques, l'on peut se demander ce qu'il reste de la spécificité de l'approche de la « structure des opportunités politiques » ? Nous serons alors tentés de répondre beaucoup et peu. L'intérêt majeur tient en ce que cette approche a en effet le mérite de prendre en considération les configurations politiques négligées par l'approche dominante aux Etats-Unis, la mobilisation des ressources. Néanmoins une déconstruction analytique impose à notre avis de repérer des structures sans les caractériser en terme de « force » et « faiblesse » et « d'ouverture » et « fermeture ». La prise en compte de la structuration sociale, dont la structure des institutions politiques, n'est qu'un élément, pourrait être abordée sous l'angle des logiques sectorielles. Le problème resterait de savoir si le schéma conceptuel des auteurs pourrait alors se maintenir.

INDEX

Mots-clés : mobilisation, Mouvements sociaux, politique